

Nouvelles pratiques sociales



Conférence d'ouverture du Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire

Marie-Andrée Coutu

Volume 12, numéro 1, printemps 1999

Le tiers secteur

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Coutu, M.-A. (1999). Conférence d'ouverture du Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(1), 261–265.
<https://doi.org/10.7202/301449ar>



Conférence d'ouverture du Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire

*Marie-Andrée COUTU
Coordonnatrice au GAP-Montréal
pour le comité organisateur*

Dans le dernier numéro de la revue (vol. 11, n° 1), l'éditorial reprenait l'« Appel pour une économie sociale et solidaire » signé alors par 84 personnes. La nécessité de regrouper l'ensemble de ces signataires, les autres qui se sont ajoutés depuis, les personnes désirant signer cet appel ou d'autres personnes intéressées par l'économie sociale s'est concrétisée lors du Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire qui a eu lieu le 11 décembre 1998, à l'Université du Québec à Montréal. Cet événement a rassemblé 550 personnes. Une trentaine d'intervenants provenant des mouvements sociaux, des regroupements et secteurs ainsi que des entreprises et associations en économie sociale ont été amenés à partager leur expérience et leurs réflexions à ce sujet. Nous avons donc cru important de publier certaines de ces allocutions, dont celle-ci. D'autres seront publiées dans le prochain numéro de la revue *Économie et solidarités*. Les actes du Rendez-vous seront également publiés sous peu par le CIRIEC-Canada (ciriec_canada@uqam.ca).

Au nom du comité organisateur du Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire des mouvements, des entreprises et des associations, je vous souhaite la plus cordiale des bienvenues. Du même souffle, je veux dès maintenant remercier très chaleureusement celles et ceux qui ont accepté notre invitation à prendre la parole dans le cadre de cette journée et à témoigner de leur réalité afin d'enrichir les débats et nos connaissances de l'économie sociale et solidaire au Québec.

Le comité organisateur est composé d'une poignée d'individus : François Aubry, du service de recherche de la CSN ; Léopold Beaulieu, du FondAction (CSN) ; René Doré du Centre de formation populaire ; Benoît Lévesque, professeur de sociologie à l'UQAM ; Marie-Claire Malo, professeur à l'école des Hautes Études Commerciales ; Marguerite Mendell, professeur à l'Université Concordia ; Marie-Hélène Méthé et Nancy Neamtan du Chantier de l'économie sociale ; Yves Vaillancourt, professeur en travail social à l'UQAM et moi-même.

Notre association est représentative de nos préoccupations communes pour le développement de l'économie sociale et solidaire au Québec, de notre analyse des réalités que l'économie sociale recouvre et, enfin, de notre volonté de poursuivre et de susciter des débats sur des questions souvent exigeantes et complexes où les points de vue qui s'expriment ne sont pas nécessairement convergents. L'organisation de ce Rendez-vous nous est apparue comme une initiative utile pour donner un visage plus concret à tout ce qui se passe à l'heure actuelle sur ces terrains au Québec. Merci d'avoir répondu à notre invitation.

CONTEXTES ET PERSPECTIVES DANS LESQUELS S'INSCRIVENT LES OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

Avant de vous présenter les objectifs que nous poursuivrons au cours de la journée, j'aimerais vous les introduire en précisant les contextes et les perspectives dans lesquels nous les inscrivons.

Depuis la Marche des femmes de juin 1995 portant à l'avant-scène politique la reconnaissance et le financement des infrastructures sociales au Québec, la publication du rapport *Entre le doute et l'espoir* du Comité aviseur sur l'économie sociale, formé de représentantes du Mouvement des femmes et du gouvernement, la mise sur pied des Comités régionaux d'économie sociale, la tenue du Sommet socio-économique sur l'avenir du Québec et la mise sur pied du Chantier de l'économie sociale, plusieurs événements et actions se sont réalisés partout au Québec afin de comprendre et d'agir sur les processus de développement de l'économie sociale et sur les conditions

nécessaires pour que cette économie devienne plus solidaire. Cette effervescence d'idées, de points de vue et de réalisations a été très enrichissante et stimulante.

L'effervescence se dissipe avec le temps, les contextes évoluent et les différences d'approches et de finalités font surface tant dans les composantes elles-mêmes de l'économie sociale qu'au regard des politiques et programmes mis en place par les décideurs politiques. C'est dans ce contexte et à l'initiative d'individus concernés par le développement d'une économie sociale et solidaire au Québec qu'une démarche, inspirée par une initiative similaire en France, était entreprise pour rédiger et publier un « Appel pour une économie sociale et solidaire ». Cet Appel a été signé par plus de 80 personnes, parmi celles-ci près d'une quarantaine auront contribué à en enrichir le contenu. Pour celles et ceux qui ont pu prendre part à la démarche, qui en sont signataires, qui ont pris connaissance de son contenu par sa publication dans le quotidien *Le Devoir* en avril dernier, ou par la diffusion du texte intégral que vous retrouvez dans votre pochette, l'événement d'aujourd'hui n'est pas une surprise puisqu'il en était fait mention.

Par ailleurs, ce qui peut être moins connu, ce sont les impacts que les débats et les controverses suscités par cet appel ont eu sur notre connaissance des niveaux de débats à poursuivre et à encourager compte tenu non seulement de la diversité de l'économie sociale québécoise et de ses composantes mais aussi des enjeux que comporte l'économie sociale.

Nous identifions ces niveaux comme suit :

- un niveau de débat idéologique, de sens et d'orientation au sein des différents mouvements sociaux (mouvements des femmes, communautaire, syndical, coopératif, rural, etc.) pour situer la place de l'économie sociale et solidaire dans le projet de société porté par ces mouvements sociaux respectifs ;
- un niveau de débat stratégique au sein des regroupements et des secteurs sur la place, la spécificité et le rôle de l'économie sociale dans un secteur donné ou à l'échelle d'un territoire donné ;
- un niveau de débat sur les avantages et les contraintes au sein des entreprises et des associations engagées dans la production de biens et de services par rapport aux autres formes d'entreprises pour identifier les conditions permettant à l'économie sociale de devenir plus solidaire et plus autonome.

Ces trois niveaux de débats s'entremêlent et s'entrechoquent dans nos réalités quotidiennes. Ils sont en fait les pièces maîtresses d'un modèle québécois d'économie sociale et solidaire. La présence de ces trois niveaux de

débats nous distingue par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique du Sud, par exemple, et c'est particulièrement la présence des mouvements sociaux québécois dans les débats actuels qui donne à ce modèle toute sa couleur. Le découpage de la programmation veut rendre compte de cette réalité propre au Québec.

Ce Québec des années 1990 vit des réformes majeures tant dans le domaine des services de santé et des services sociaux qu'au regard de la sécurité sociale, de la formation de la main-d'œuvre et du développement de l'emploi dans un contexte de course au déficit zéro. Ce Québec des années 1990 n'est assurément pas imperméable à l'idéologie et aux politiques néolibérales. Ce Québec des années 1990 est loin d'être à l'abri de la mise en place de politiques et de programmes « mur à mur » qui ne collent pas aux réalités, besoins et aspirations de la population. Ainsi, nous pensons qu'il faut savoir profiter et miser sur les possibilités de participation et de partenariat qu'offrent les paliers de gouvernement nationaux, régionaux et locaux, qu'ils soient décisionnels ou consultatifs. L'élection d'un gouvernement du Parti québécois, le 30 novembre dernier, peut nous faire présumer que les percées effectuées dans le cadre de leur dernier mandat, pourront s'élargir et se consolider. Toutefois sans actions plus concertées de la part des diverses composantes de l'économie sociale, il nous apparaît que les risques d'erreur, de récupération et même celui de tomber dans l'oubli peuvent être davantage à craindre.

C'est dans cette perspective que « l'Appel pour une économie sociale et solidaire » soumettait l'idée de la mise en place d'un regroupement ou d'un réseau de l'économie sociale et solidaire au Québec. Le Chantier de l'économie sociale dont le mandat se termine sous peu est, il faut bien se le dire, une « créature » gouvernementale. Par ailleurs, ses artisanes et ses artisans, qu'ils fassent partie du comité d'orientation ou du personnel en place ont démarré, il y a déjà quelques mois, une réflexion sur l'avenir du Chantier à la lumière de l'expérience vécue ces deux dernières années. Ce bagage a été mis en forme afin de réaliser une consultation des différents acteurs concernés et interpellés, et ce, dans toutes les régions du Québec. Est-il possible de regrouper les différentes composantes de l'économie sociale et solidaire au Québec ? Quelles formes, quelles structures pourrait prendre ce regroupement pour qu'il soit un outil politique et représentatif, significatif et autonome ? Les questions sont lancées et Nancy Neamtan pourra, à la clôture de cette journée, nous présenter un état de la situation.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE CE RENDEZ-VOUS (CE QUI LE DISTINGUE D'AUTRES ÉVÉNEMENTS)

Faire avancer notre compréhension de l'économie sociale et solidaire au Québec en posant trois niveaux de débats :

- la place et le rôle de l'économie sociale et solidaire dans un projet de société ; la place, la spécificité et le rôle de l'économie sociale dans un secteur d'activités donné ou à l'échelle d'un territoire donné ;
- les avantages et les contraintes des entreprises ou associations de l'économie sociale ;
- l'identification des points de convergence entre ces différentes composantes de l'économie sociale.

LES SUITES, LES RÉSULTATS ATTENDUS

Concrètement, pour le comité organisateur, ce Rendez-vous permettra d'enrichir le contenu de « l'Appel pour une économie sociale et solidaire ». Par conséquent, sa portée dans différents milieux permettra de donner un aspect plus concret à la diversité de l'économie sociale au Québec et ainsi d'en illustrer l'importance et les apports dans la société québécoise. Cela permettra d'élargir la réflexion sur la pertinence d'un regroupement de l'économie sociale et solidaire au Québec en suscitant les apports des différentes composantes sur cette question.

En terminant, je tiens à vous dire que le comité organisateur est très conscient de la densité de la programmation qui vous est proposée aujourd'hui et des exigences que cela impose tant aux participants qu'à nos invités. Je fais donc appel à toute votre attention et à toute votre diligence pour que nous puissions tous tirer les fruits de ce Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire des mouvements sociaux, des regroupements et des secteurs, des entreprises et des associations.